

Traduction de l'article paru dans le journal YA, journal bretonnant.

17 mars 2023.

Il y a de l'animation à Landeleau

Il faut qu'Harald et Amalia déconstruisent avant mi-avril 2023 la cabane écologique et résiliente qu'ils avaient construite en 2020, dans la campagne de Landeleau (Finistère)

Une pétition est en ligne pour les soutenir, signée par plus de 30 000 personnes.

Les toits des cabanes sont comme deux champignons dans la vieille carrière de Landeleau. Une petite paroisse du centre Bretagne. Sur cinq journaux de terre, il y a une rivière, une colline, un bois, des poules, des moutons et trois chiens.

Ils ont construit tout seul leur cabane avec de la paille et de la terre en 2020.

Ils sont arrivés en 2019 et dès le départ ils voulaient être résilients dans leur mode de vie, pour habiter sans avoir de conséquences sur la nature. C'est un lieu Natura 2000 où les animaux et les insectes sont préservés. Ils doivent déconstruire leur cabane avant le 15 avril 2023 ou payer 200,00€ par jour à cause d'une décision de justice.

Aider les gens en habitat léger

Ils ont besoin d'une autorisation signée par le Conseil municipal de Landeleau pour résoudre l'affaire. Selon le délégué du procureur, l'ancien maire Michel Salaun « maire entre 2008 et 2020 » ne voulait pas comprendre le projet, explique Paul Lacoste. Il se dit que le maire actuel « Yvon Coquil » est pareil, mais il n'a pas répondu au délégué du procureur.

Paul Lacoste est en charge du droit dans l'association Halem, il aide les personnes qui vivent en habitats légers et biodégradables comme Amalia et Harald.

Changer la loi

Le maire de Landeleau dit que c'est le conseil des territoires et de la mer le seul qui puisse donner l'autorisation.

Cependant il se dit que c'est l'inverse. Paul Lacoste n'est pas étonné « De cette manière sont traitées les affaires par l'administration ». Chaque année 100 personnes contactent l'association Halem en France pour être aidées et en gros, il y en a 30 devant la justice, et la plupart des gens sont sous pression dit-il. Une pétition a été mise en ligne pour soutenir Amalia et Harald, au 17 mars 30 000 personnes avaient signée et cela augmente chaque jour.

Il est temps de changer la loi selon eux. « On fait de nous des malfaiteurs. »

Journaliste Manon Deniau.